

Brochure n° 3183

Convention collective nationale

IDCC : 1182. – **PORTS DE PLAISANCE**

■ *Journal officiel* du 6 décembre 2008

Arrêté du 1^{er} décembre 2008 portant extension d'avenants à la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance (n° 1182)

NOR : MTST0828373A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 1982 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 5 mai 2008, portant extension de la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance du 16 mars 1982 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 63 du 4 mai 2006, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexes IC et II de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'avenant n° 67 du 14 septembre 2007, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexes IC et II de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'avenant n° 68 du 14 septembre 2007, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexe IC de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée ;

Vu l'avenant n° 70 du 5 février 2008, sur la valeur du point au 1^{er} mars 2008, à la convention collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 8 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 27 novembre 2008,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale des personnels des ports de plaisance du 16 mars 1982, les dispositions de :

- l'avenant n° 63 du 4 mai 2006, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexes IC et II de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation quinquennale sur les classifications vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 67 du 14 septembre 2007, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexes IC et II de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation quinquennale sur les classifications vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 68 du 14 septembre 2007, relatif aux classifications et à la grille indiciaire (annexe IC de la convention collective), à la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation quinquennale sur les classifications vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- l'avenant n° 70 du 5 février 2008, sur la valeur du point au 1^{er} mars 2008, à la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et à programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des avenants susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits avenants.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} décembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. — Les textes des avenants susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/35 disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.